Impact de la conclusion éventuelle du cycle de Doha

10 novembre 2011

Une étude réalisée par le CEPII a évalué **l'impact économique de la conclusion du Cycle de Doha sur la base des dernières propositions discutées par les négociateurs en avril 2011**. La quantification des gains attendus d'un tel accord visant le démantèlement de la protection aux frontières a été réalisée en supposant un compromis politique atteint.

Sur la base d'une baisse des droits de douane sur 5113 groupes de produits, les gains attendus de l'ouverture ont été simulés jusqu'à l'horizon 2025. La libéralisation est étendue sur 5 ans dans les pays développés, sur 10 ans dans les pays en développement et sur 12 ans pour les pays ayant récemment accédé à l'OMC. **Cinq scenarios d'ouverture ont été élaborés**, portant sur les effets combinés de la libéralisation, de la facilitation des échanges (diminution des charges administratives) et de mesures d'efficience portuaire.

Dans le scénario supposant la libéralisation des biens agricoles et industriels, **les gains identifiés seraient de 70 milliards de dollars à l'horizon 2025**. Au total, **187 milliards de gains annuels** s'ajouteraient au PIB mondial dans un scénario associant réduction tarifaire avec engagements en termes de facilitation des échanges et d'efficacité portuaire.

Globalement, le modèle prévoit un **impact positif sur le PIB pour toutes les régions du monde** : +30 milliards de dollars environ par an pour l'Union européenne, à titre d'exemple, sans effets négatifs sur les salaires (augmentation de +0,4% pour la main d'œuvre qualifiée et de +0,2% pour la main d'œuvre non qualifiée). Le Copa-Cogeca rappelle toutefois qu'une **étude d'impact réalisée par la Commission européenne évalue les pertes de revenus résultant d'un accord à l'OMC à 18 milliards de dollars pour les agriculteurs de l'Union européenne** (source: *AGRA Presse Hebdo*, n° 3324).

Hiba El Dahr, Centre d'études et de prospective